



R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-005 - Séance du 04/02/2021

| Nombre des membres | | |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 29 | 17 | 29 |

| Vote | |
|------------|----|
| Pour | 29 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

L'an 2021, le jeudi 4 février à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 29 janvier 2021.

Monsieur Martin FAURE est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, Julie LUDGER, David CARBONELL, François RODENAS, François-Xavier CHAZOTTES, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Olivier DURIX, Olivier TAPIE, Emilie CHENOT, Martin FAURE.

Absent(s) :

Absent(s) représenté(s) :

Christiane GAUBERT par David CARBONELL, Marie-France TEXIER par Christophe KASZUBA, Marie-Thérèse AMALVY par Philippe MARTY, Josiane DEVESA par Martin FAURE, Michel BAUDOUR par Carole PAHLAWAN, Bernard VIDAL par Valérie DALMAS, Virginie DURA par Ludovic DUCAMP, Patricia VANGREVELYNGHE par Elisabeth MAZOLLIER, Damien CORDEAU par Olivier DURIX, Claire VITOU par Olivier TAPIE, Christophe DOLL par Emilie CHENOT, Xavier POTAVIN par Sandrine GAUTIER.

N° DLM-2021-005 - BILAN ANNUEL D'EXECUTION DE L'AP/CP 2020 – SITUATION DES CREDITS A REPENDRE

La délibération du conseil municipal N° DLM2020-76 en date du 15 juillet 2020 a permis l'ouverture d'une autorisation de programme pour l'opération de réalisation d'un skate-park au lieu-dit L'orée des Mas. Cette délibération a mis au vote les crédits de paiement sur les deux années d'exercices prévisionnels de l'opération.

Pour rappel, les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget N ne tient compte que des CP de l'année.

Chaque année, un cadrage des engagements pluriannuels et des crédits prévisionnels sera effectué en fonction de l'avancement de ces autorisations de programme. Ce moment sera l'occasion de procéder à une nouvelle ventilation des crédits de paiement quand cela s'avèrera nécessaire.

Elles sont votées par le conseil municipal, par délibération distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives :

- La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché par exemple).
- Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées par le Maire jusqu'au vote de budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Le bilan annuel d'exécution de l'AP/CP est présenté ci-dessous, celui-ci présente les réalisations de l'exercice 2020 et les crédits à reprendre.

N° AP N° 145 – REALISATION D'UN SKATE PARK

Crédits votés au conseil municipal du 10/07/2020 :

| | | CP 1 | CP 2 |
|---------------------------|-----------|------------|------------|
| | AP | ANNEE 2020 | ANNEE 2021 |
| Etudes - Maître d'œuvre - | 75 600,00 | 50 000,00 | 25 600,00 |

| | | | |
|------------------------|--------------|------------|--------------|
| 2031 | | | |
| Frais insertion - 2033 | 864,00 | 864,00 | |
| Travaux - 2312 | 1 906 984,00 | 350 000,00 | 1 556 984,00 |
| Totaux | 1 983 448,00 | 400 864,00 | 1 582 584,00 |

Situation au 31/12/2020 :

| | AP | Réalisation ANNEE 2020 | Taux de réalisation annuel | Taux de réalisation sur AP |
|--------------------------------|--------------|---------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| Etudes - Maître d'œuvre - 2031 | 75 600,00 | 34 306,80 | 68,61% | 45,38% |
| Frais insertion - 2033 | 864,00 | | | |
| Travaux - 2312 | 1 906 984,00 | | | |
| Totaux | 1 983 448,00 | 34 306,80 | 68,61% | 45,38% |

Le démarrage des travaux du Skate-Park devrait débuter courant mai 2021.

Situation des crédits à reprendre :

| | AP | CP 2020 Prévu | CP 2020 Réalisé | Crédits à reprendre |
|--------------------------------|--------------|------------------|--------------------|------------------------|
| Etudes - Maître d'œuvre - 2031 | 75 600,00 | 50 000,00 | 34 306,80 | 15 693,20 |
| Frais insertion 2033 | 864,00 | 864,00 | | 864,00 |
| Travaux - 2312 | 1 906 984,00 | 350 000,00 | | 350 000,00 |
| Totaux | 1 983 448,00 | 400 864,00 | 34 306,80 | 366 557,20 |

Le conseil municipal,

Sur le rapport de Monsieur Philippe MARTY, adjoint au maire délégué aux finances, marchés publics et administration générale,

ADOpte à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le 4 février 2021,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

Envoyé en préfecture le 12/02/2021

Reçu en préfecture le 12/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20210204-DLM2021_05-DE

